



LES FAITS MARQUANTS DE LA REUNION INTERREGIONALE DES PEID: MARDI 27 JANVIER 2004

Le matin, les délégués se sont réunis en Plénière pour entendre les déclarations de ministres, chefs de délégation, États observateurs et chefs d'organisations. L'après-midi, les participants ont tenu deux groupes de discussions sur le thème de l'amélioration de la compétitivité et celui de la promotion de la diversité culturelle, du développement des industries culturelles et de l'habilitation des jeunes. Le comité de rédaction s'est réuni tout le long de la journée pour poursuivre ses délibérations autour du projet de texte de la Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du Plan d'action de la Barbade (PAB).

PLENIERE

Dans leur déclarations, plusieurs PEID ont réaffirmé leur engagement en faveur de la poursuite des efforts pour le développement durable, dans le cadre du BAB. Plusieurs délégués ont également souligné la nécessité, dans le domaine du développement durable, d'une approche intégrée englobant l'essor économique et social, engageant la société civile et établissant des plates-formes favorisant les partenariats. SAINTE LUCIE a fait part de son appui à l'idée du traitement des questions des PEID, dans le cadre du DAES. CUBA a souligné l'importance de l'intégration et de la coopération entre les PEID, et a appelé la Réunion Internationale à prendre des mesures concrètes, à cet égard.

Plusieurs intervenants ont traité de la vulnérabilité des PEID, dont la FAO, qui a fait état de la question de la sécurité alimentaire, appelant à l'insertion d'une référence explicite aux questions ayant trait à l'agriculture, dans les documents qui seront produits par la réunion. La FEDERATION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS DE LA CROIX ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE a souligné le besoin de traiter les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et d'inclure des stratégies de réduction des risques dans les cadres de la planification du développement national.

Au sujet des questions environnementales, la BARBADE a appelé à la ratification du Protocole de Kyoto. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné la nécessité d'interdire le transit des navires transportant des substances toxiques ou radioactives, à travers les eaux territoriales des PEID. Le FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORETS (FNUF) a plaidé pour la mise en application des programmes forestiers nationaux, et a encouragé la participation des PEID dans l'évaluation de l'arrangement international sur les forêts, qui sera entreprise par le FNUF en 2005. MADAGASCAR a souligné l'importance de la gestion rationnelle des ressources marines, de la protection de la biodiversité, et de l'amélioration de l'infrastructure des transports.

Au sujet du tourisme durable, le délégué des BAHAMAS a souligné l'importance de l'élaboration et de la mise en application de lois protégeant les ressources marines, du développement et de la mise en œuvre d'une gestion durable des terres et des ressources stratégiques, et de l'octroi d'une priorité à la planification de la gestion des littoraux.

Au sujet des SNND, la JAMAIQUE a mis en exergue l'importante contribution que ces stratégies ont apporté à l'éradication de la pauvreté, et a souligné que les PEID doivent poursuivre leurs échanges d'expériences et doivent élaborer des mécanismes appropriés pour le renforcement des partenariats à tous les niveaux. Le délégué des ILES SALOMON a déclaré que sa stratégie nationale de réforme économique, formulée avec les donateurs, a aidé à l'établissement de l'ordre civil et au traitement des objectifs du PAB.

Au sujet de la mise en œuvre régionale, la BARBADE a appelé à l'établissement d'une organisation des PEID des Caraïbes, chargée de la mise en œuvre régionale. Reconnaisant le fardeau que les obligations internationales font peser sur les ressources limitées des PEID, le CANADA a recommandé aux PEID, d'accroître les pools intra-régionaux de capacités techniques pour la mise en œuvre des initiatives régionales de gestion et de développement et d'établir des centres régionaux. Le délégué a suggéré également aux organisations autochtones régionales de s'approprier le PAB et d'agir en guise d'agence d'exécution.

Au sujet du développement humain, plusieurs pays ont souligné la nécessité de créer des opportunités pour les jeunes. L'UNESCO a donné un aperçu sur ses activités ayant rapport avec les PEID, qui englobent le renforcement de la participation des jeunes. SAINTE LUCIE a souligné que l'équité, la sécurité, la liberté et les droits humains sont des composantes indispensables au développement humain. MADAGASCAR a souligné la nécessité d'établir des universités et des centres d'excellence, et de la formation dans le domaine des technologies de l'information et des outils de communication.

Au sujet des thèmes émergents, FIDJI, la GUYANE et d'autres ont déclaré qu'ils accordent une priorité au traitement du problème de VIH/SIDA. Le délégué de SAINT KITTS ET NEVIS a expliqué la manière dont le VIH/SIDA entrave le développement durable, précisant: que les femmes en sont affectées de manière disproportionnée; que les personnes infectées se trouvent souvent aux périodes les plus productives de leur vie; et que des ressources limitées sont allouées au traitement du VIH.

Au sujet du commerce international et de la mondialisation, plusieurs PEID ont mis l'accent sur le besoin d'un traitement particulier différencié. La GUYANE a affirmé que la mondialisation a accru les difficultés auxquelles les PEID se trouvent confrontés et, avec la REPUBLIQUE DOMINICAINE, a appelé à l'élimination des subventions agricoles et des barrières entravant l'exportation des produits des PEID. La BARBADE a appelé à l'évaluation des capacités des PEID à faire face aux défis de la mondialisation. Exprimant son appui à l'idée d'un traitement préférentiel en faveur des PEID, la CNUCED a parlé de son rôle dans l'encouragement de la Banque Mondiale à appliquer des conditions d'exception au profit des PEID, en matière de prêts. Le CAP-VERT a appelé à un traitement des défis posés au développement des PEID les moins avancés, et à l'utilisation de l'indice de vulnérabilité économique pour la détermination du statut de PMA des PEID. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné l'importance d'une progression avec l'agenda de Doha, et la valeur des partenariats avec le secteur privé pour l'avancement du développement durable.

Au sujet de l'aide financière, plusieurs PEID ont fait état du déclin des niveaux de l'aide publique au développement (APD) et ont encouragé la fourniture de ressources nouvelles et supplémen-

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alice Bisiaux <alice@iisd.org>; Lauren Flejzor <lauren@iisd.org>; Prisma Nuengsigkapien <prisma@iisd.org>; Richard Sherman <rsherman@iisd.org> et Hugh Wilkins <hugh@iisd.org>. Edition numérique: Leila Mead <leila@iisd.org>. Version française: Mongi Gadhoun <mongi@iisd.org>. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des États-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, D'FAIT et Environnement Canada), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), le ministère danois des affaires étrangères, et le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2004, par: le PNUE, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux, les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères, le ministère danois des affaires étrangères, Swan International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



taires. La BARBADE a souligné la nécessité pour les PEID de développer des manières de résistance nouvelles et innovantes. Le FNUF a indiqué que les pays ont besoin doivent être soutenus dans la concrétisation des ODM.

GROUPES DE DISCUSSIONS

AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE; LE COMMERCE, LES FINANCES, L'ENTREPRENARIAT ET LE PARTENARIAT: Le modérateur, Dennis Pantin, de l'Université de West Indies, a parlé des effets économiques et sociaux dramatiques découlant de la perte de l'accès aux marchés à des conditions préférentielles, et a encouragé les panélistes à traiter des manières dont les PEID pourraient s'adapter à la libéralisation du commerce international.

Achad Bhuglah, Ile Maurice, a souligné que le manque de ressources humaines et financières empêche les PEID de participer efficacement dans les négociations sur le commerce international. Il a suggéré que les PEID propose à l'OMC de leur accorder, compte tenu de la "petite taille de leurs économies," un statut spécial et un traitement préférentiel, et de les exempter de la réglementation appliquée aux subventions.

Ha'aunga Petelo, Tonga, a recommandé une amélioration des capacités de résistance des PEID, à la libéralisation du commerce mondial, à travers la diversification de leurs productions et la création de créneaux spécialisés.

Luis Fonseca, Cap Vert, a parlé de la graduation utilisée dans la désignation des PEID les moins avancés, soulignant que les caractéristiques économiques intrinsèques et la vulnérabilité environnementales doivent être prise en considération de manière plus importante.

Bishnodat Persaud, de la Caribbean Regional Negotiating Machinery, a souligné la nécessité de se focaliser davantage sur le commerce et l'investissement et moins sur l'environnement, de raviver les négociations du Round de Doha et de l'Accord des Amériques sur le Libre Echange, de chercher à obtenir un traitement spécial et des conditions préférentielles pour les PEID, et d'accroître les flux de l'investissement.

Pierre Encontre, CNUCED, a souligné que les PEID ne parviendraient à obtenir un traitement spécial que si la crédibilité de leur statut de PEID moins avancés, est soutenu par des critères précis. Il a indiqué que les PEID devraient chercher à obtenir un traitement spécial, entre autres, dans les domaines de l'accès aux marchés à des conditions préférentielles, des incitations financières, et de la règle de graduation. Il a mis en garde, toutefois, contre la prolifération des catégories et des requêtes.

Jocelyn Dow, une représentante de la société civile, a déclaré que les PEID devraient passer par les partenariats, pour attirer l'APD. Elle a recommandé l'établissement de centres d'excellence et de recherche et développement, et a mis en exergue le rôle fondamental de la réforme institutionnelle.

Discussion: Les participants ont débattu, entre autres: des conclusions de l'étude menée par le Secrétariat du Commonwealth et la CNUCED, sur les coûts de l'entreprise dans les petits Etats; de l'importance du développement du secteur privé; de la nécessité d'un traitement préférentiel des PEID au sein de l'OMC; du besoin d'élaborer une stratégie pour la levée des barrières commerciales; de la nécessité, pour les diverses organisations multilatérales, de suivre l'exemple de la Banque Mondiale dans ses politiques de prêt à concession au profit des PEID; et, de la valeur de la mention du classement des PEID dans les déclarations politiques.

DIVERSITE CULTURELLE, DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES CULTURELLES ET HABILITATION DES JEUNES:

La modératrice Hilary Brown, du CARIFORUM Cultural Support Fund, a mis en relief le rôle de la culture dans le développement durable et l'impératif d'intégrer cette dimension dans la mise en application du PAB. Elle a également mis en exergue le rôle important des gouvernements dans la protection de la diversité culturelle, en particulier, face à la mondialisation, à la libéralisation et à l'évolution technologique.

Michael Witter, de l'Université de West Indies, a déclaré que les industries culturelles offrent aux PEID une chance d'élargir leurs sources de revenus extérieurs et leurs marchés, et a souligné l'impératif, pour les gouvernements, de promouvoir les industries culturelles et la coopération PEID-PEID.

Patricia Ramsey, de l'Université Technologique de la Jamaïque, a souligné le besoin de renforcer le capital social des PEID, de montrer la créativité du savoir local, et d'intégrer les avantages socioéconomiques tirés du développement culturel. Elle a appelé à l'établissement de centres culturels régionaux, à la formation et à l'assistance technique, et à une collaboration avec les communautés locales.

Verna Barnett, de l'UNESCO, a décrit les projets de l'UNESCO en cours dans cinq pays des Caraïbes, axés sur l'habilitation des jeunes et sur la protection de la diversité culturelle. Elle a indiqué que les PEID doivent reconnaître le rôle des jeunes, leur habilitation et leur développement, dans les conclusions de la Réunion Internationale.

Moelagi Jackson, Samoa, a mis l'accent sur la nécessité d'approches holistes pour la promotion de la diversité culturelle et des industries qui s'y rapportent, incluant: le financement du suivi, de la recherche et des recommandations portant sur la culture; l'édification de capacité de résistance dans les domaines de la santé, de la jeunesse, des finances, et de la culture; la promotion des femmes et des jeunes; et la promotion de l'écotourisme culturel.

Le Débat: Les participants ont débattu de plusieurs questions et, notamment: de l'utilisation des événements sportifs et des personnalités du monde des sports pour la promotion du développement durable; de l'élaboration d'un mécanisme pour aider les populations des PEID à payer les droits d'auteurs pour la protection de leur patrimoine culturel; et de l'utilisation de la culture, en guise d'outil de développement à long terme.

COMITE DE REDACTION

Dans le comité de rédaction, les délégués se sont réunis tout le long de la journée pour poursuivre leurs travaux sur le projet de texte de la Stratégie pour la Suite de la Mise en Œuvre du PAB. Le projet de texte de la Stratégie suit l'ordre des chapitres figurant dans le PAB, mais n'expose de nouveau les problèmes posés à l'évaluation du développement durable des PEID. En revanche, il identifie des thèmes nouveaux et émergents qui ont fait surface depuis 1994 et qui continuent à entraver la mise en application du PAB. Les délégués ont rapporté que le comité est en train d'accomplir des progrès importants et ont souligné l'esprit de coopération qui anime les diverses délégations qui visent à produire un document fort, tourné vers l'action, et à le soumettre à la Plénière, pour considération, jeudi et vendredi. Dès le mardi soir, un accord a été atteint sur l'introduction et sur les libellés consacrés aux questions des changements climatiques, des catastrophes naturelles, de la gestion des déchets, des ressources côtières et marines, de l'eau douce, des ressources en terre et de l'énergie.

DANS LES COULOIRS

Le Président Bethel a ouvert les groupes de discussions en faisant remarquer qu'au cours de la journée précédente les panélistes étaient "trop éloignés" des participants. Bien qu'il ait voulu dire que les panélistes étaient physiquement placés trop loin des participants du parterre, plusieurs délégués ont signalé que les débats des groupes de discussions sont détachés des conclusions politiques de fond qui devraient, à leur sens, être envoyées à réunion préparatoire internationale. Nombre de participants ont indiqué que si les groupes de discussions ont soulevé des questions importantes, ils n'ont pas encore servi à identifier et à distiller les principales préoccupations des PEID. Avec nombre d'ambassadeurs, de ministres et de responsables de haut rang, plusieurs délégués ont déploré l'absence d'opportunité pour ces hauts représentants, de se réunir dans un cadre interactif officiel, pour s'accorder sur les besoins et les priorités des PEID. Dans l'interval, plusieurs délégués se disent satisfaits des progrès accomplis par les comités de rédaction, qui ont, dès mardi soir, achevé l'examen de sept chapitres du PAB.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: Les délégués se réuniront en Plénière, de 9h à 11h, pour entendre les déclarations des ministres, chefs de délégation des PEID, Etats observateurs et autres chefs d'organisations.

GRUPE DE DISCUSSIONS: Le groupe de discussion sur le thème "Vers des sociétés basées sur l'information: renforcement des capacités pour une application plus efficace des sciences et technologies des PEID," aura lieu à partir de 11h. Le Groupe de discussion sur le thème "Edification des capacités de résistance: stratégies pour le dépassement des risques, des incertitudes et de la vulnérabilité des PEID" se tiendra à partir de 14h, et sera suivi par une session consacrée à la synthèse des discussions.

COMITE DE REDACTION: Le Comité de rédaction se réunira tout au long de la journée pour poursuivre les délibérations autour du projet de texte de la Stratégie.

ATELIERS-SEMINAIRES: Organisés par le PNUD et la Smithsonian Institution, l'atelier sur le thème "Comment identifier et développer des aptitudes en matière d'entreprise" se tiendra de 10h à 13h, et l'atelier sur le thème "Comment renforcer des capacités pour la réalisation des ODM," aura lieu de 15h à 18h. Les deux ateliers se dérouleront dans la Salle Arawak B.